



COREES : LA MONTEE DES PERILS

Justine Guichard*

Les tensions entre les deux Corées sont liées à la délicate transition dynastique qui se joue au Nord où le clan Kim tente de faire oublier ses lourdes erreurs économiques par une fuite en avant militaire

2010 aura été une année scandée par l'escalade des tensions dans la péninsule coréenne. Deux incidents majeurs ont été provoqués par la République Populaire Démocratique de Corée (RPDC-Corée du Nord) : le naufrage d'une corvette sud-coréenne en mars (46 marins tués) et le bombardement de l'île de Yeonpyeong en novembre (quatre morts, dont deux civils), exacerbant le climat de crise que connaît la région depuis le milieu des années 2000. Sortie du Traité de Non-Prolifération (TNP) en 2003, Pyongyang a procédé à un premier essai atomique en 2006, suivi d'un second en 2009. Séoul, pour sa part, a rompu en 2008 avec la politique d'ouverture vis-à-vis du Nord (« sunshine policy ») poursuivie par les gouvernements progressistes de Kim Dae-jung (1998-2003) et Roh Moo-hyun (2003-2008). Cette politique s'était notamment traduite par les sommets inter-coréens de 2000 et 2007, la création d'un site touristique au Mont Keumgang et du complexe industriel de Kaeseong (tous deux sis en Corée du Nord), l'organisation de rencontres entre familles séparées par la guerre de 1950-1953 et l'importance du volume des aides financières accordées par le Sud. L'élection du conservateur Lee Myung-bak à la présidence en février 2008 a mis un terme à cette attitude conciliante jugée

inopérante face à la volonté de nuire de Pyongyang : la plupart de ces programmes de coopération ont été suspendus suite à la détérioration des relations inter-coréennes.

Les provocations en chaîne orchestrées l'an dernier par la RPDC sont indissociables de la transition politique qui se joue au faite de l'Etat nord-coréen. L'automne 2010 a confirmé l'hypothèse, très largement inattendue, selon laquelle Kim Jong-il, au pouvoir depuis la mort de son père Kim Il-sung en 1994 et victime d'une attaque cardiaque en 2008, désignerait son troisième fils pour lui succéder. L'ascension de l'inexpérimenté Kim Jong-un, susceptible d'accéder au pouvoir dès 2012, année du centenaire de la naissance de Kim Il-sung, fondateur du régime à la fin des années quarante, vise à perpétuer l'hégémonie du clan Kim, qui compte notamment Chang Sung-taek, le très influent beau-frère de Kim Jong-il.

La nécessité pour Kim Jong-il d'asseoir la légitimité de la transition dynastique est d'autant plus impérieuse que le clan des Kim est apparu fragilisé au lendemain de la déroute provoquée par la réforme monétaire conduite au nom de Kim Jong-un à partir du mois de novembre 2010. Dirigée contre la minorité de Nord-Coréens enrichis par les échanges à la frontière chinoise, cette initiative aurait provoqué une crise de confiance aiguë au sein d'une frange plus large de la population qui a perdu l'essentiel de ses économies lors du passage de l'ancien au nouveau won.

La stratégie du clan Kim consistant à faire monter la tension dans la péninsule semble donc entretenir une double finalité interne : permettre au jeune Kim Jong-un de conquérir une crédibilité auprès de l'armée, pilier du régime, mais également au sein de la population, ou tout au moins détourner cette dernière du ressentiment nourri par la réforme monétaire et les privations endurées depuis l'effondrement économique du pays révélé par la famine du milieu des années 1990 (environ un million de morts), à l'heure où de plus en plus de DVDs et informations clandestinement venus de l'extérieur commencent à pénétrer la société nord-coréenne.

La montée des périls entre les deux Corées a également lieu sur fond de reconfiguration des rapports de force internationaux du fait de l'émergence de la puissance chinoise. Son rôle et sa responsabilité dans le règlement de la question coréenne apparaissent de premier plan en raison de l'extrême dépendance de la RPDC vis-à-vis de Pékin pour ses besoins fondamentaux en denrées alimentaires et en pétrole notamment, et alors que plus personne n'est en mesure de dicter à la Chine l'attitude à adopter. Mais cette dernière se refuse officiellement à tout geste susceptible de déstabiliser son turbulent voisin, dont elle convoite maintes ressources et qu'elle

perçoit comme une zone-tampon vis-à-vis du sud de la péninsule où sont toujours postés 28 000 soldats américains. Reste que l'agressivité recrudescence de Pyongyang peut aussi être le signe de son intention de renouer le dialogue avec les Etats-Unis dans un futur proche, et d'obtenir en échange de son apaisement d'éventuelles concessions gages de survie du régime.

***Doctorante de deuxième année
en science politique, Sciences Po (CERI)
– Columbia University**